

Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes

Xavier Calmettes

L'auteur

Xavier Calmettes est enseignant-contractuel à l'Institut national universitaire Champollion, membre du laboratoire du CREDA (UMR 7227). Ses travaux portent principalement sur l'histoire cubaine du début et milieu du XX^e siècle.

Résumé

En raison de son succès, la guérilla cubaine a été largement étudiée. La phase insurrectionnelle (1956-1958) a fait l'objet de nombreux travaux téléologiques comme les ouvrages d'O. Darushenkov, de Leo Huberman et de Paul Sweezy, d'Alexandr Griniévich ou de James O'Connor. La révolution cubaine est, dans ces ouvrages, présentée comme la conséquence logique d'une société déséquilibrée par l'influence nord-américaine et dont la population soutenait, dès le temps de l'attaque de la caserne Moncada, l'opposition armée à Fulgencio Batista. Dans cette perspective, l'instauration d'un régime nationaliste radical, par la voie révolutionnaire, semblait nécessaire. Pourtant, la réussite de l'insurrection dépendit, dans une large mesure, de sa capacité à convaincre et à mobiliser la population.

Mots clefs : guérilla ; Cuba ; révolution ; propagande ; Fidel Castro.

Abstract

Due to its success, the Cuban guerilla movement has been extensively studied. Many teleological works, including studies by O. Darushenkov, Leo Huberman and Paul Sweezy, Alexandr Grinievich and James O'Connor, have taken the insurrectionary period (1956-1958) as their object. In these works, the Cuban Revolution is presented as the logical consequence of a society that had been unsettled by North American influence and whose population supported armed opposition to Fulgencio Batista from the moment the Moncada barracks were attacked. On this view, the establishment of a radical nationalist regime via revolutionary action seemed necessary. Yet the success of the insurrection to a large extent depended on its ability to convince and mobilize the population.

Key words : Guerrilla ; Cuba ; Revolution ; Propaganda ; Fidel Castro.

Pour citer cet article : Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

La Révolution cubaine a surpris une grande partie des journalistes, hommes politiques et universitaires du XX^e siècle. La dépendance de l'île vis-à-vis des États-Unis semblait être le gage d'une certaine stabilité politique. Ainsi, F. Pares, correspondant du quotidien *Le Monde*, déclarait, un mois et demi après l'entrée des troupes rebelles à La Havane, que, pour changer définitivement la société cubaine, « il faudrait quelque chose de plus grave qu'une révolution somme toute libérale, il faudrait un cataclysme¹ ». Or, ce renversement des structures sociales, qui paraissait improbable, eut lieu. Les chercheurs s'interrogèrent donc sur les raisons qui permirent l'émergence de cette révolution. D'autant que, contrairement aux révolutions russe, chinoise ou vietnamienne, la société cubaine n'avait pas connu une déstabilisation de ses systèmes de contrôle politique à cause de la guerre. Les structures médiatiques, économiques et financières étaient intactes.

Les explications proposées au sujet de la réussite de l'armée rebelle ont été extrêmement nombreuses. Mais les ouvrages d'Oleg Darushenkov², de Leo Huberman et Paul Sweezy³, d'Alexandr Griniévich⁴, de James O'Connor⁵ ou de Mario Mencia⁶ ont imposé une vision téléologique de l'histoire à partir des années 1960. La Révolution fut perçue par ces auteurs comme une nécessité, voire l'aboutissement naturel des luttes indépendantistes de la fin du XIX^e siècle. La société cubaine avait besoin de retrouver un équilibre entre ses composantes, ce qui n'était possible que par le surgissement révolutionnaire. Darushenkov signalait que :

« La Révolution de 1959 a marqué l'étape finale d'un seul processus de lutte pour la liberté commencé le 10 octobre 1868 avec le soulèvement dirigé par l'avocat et propriétaire terrien cubain Carlos Manuel de Céspedes y Castillo contre le joug espagnol⁷. »

Dans la continuité de la pensée d'une histoire naturelle de Brinton⁸ ou de la méthode régressive d'Arthur Bauer⁹, les auteurs – malgré leurs divergences idéologiques – dressaient le portrait d'une île en crise, qui ne trouvait pas de solution à son développement. Les facteurs matériels furent mis en avant pour expliquer la révolution. Pour James O'Connor, la voie socialiste choisie par les Cubains était « inévitable » à cause de la stagnation économique subie par l'île¹⁰. Oleg Darushenkov consacra une large part de son ouvrage à la description de l'exploitation économique des classes paysannes et ouvrières¹¹. Il est vrai que de nombreux indicateurs montraient que la situation économique et politique du pays était mauvaise. L'écart de niveau de vie entre La Havane et les autres provinces posait d'énormes problèmes

¹ F. Pares, « Cuba six semaines après la victoire fidéliste. Un démocrate en possession du pouvoir absolu », *Le Monde* (Paris), 14 février 1959 dans *Le Monde, 1959. Castro prend le pouvoir*, Paris, Édition du Seuil, 1999.

² Oleg Darushenkov, *Cuba : el camino de la revolución*, Moscou, Editorial Progreso, 1978.

³ Leo Huberman, Paul Sweezy, *Cuba : anatomía de una revolución*, La Havane, Vanguardia obrera, 1961.

⁴ E. A. Griniévich, *Cuba: camino hacia el triunfo de la revolución*, Moscou, Editorial Progreso, 1975.

⁵ James O'Connor, *The Origins of Socialism in Cuba*, Ithaca, Cornell University Press, 1970.

⁶ Mario Mencia, *El grito del Moncada*, La Havane, Editorial Política, 1986 (2 tomes).

⁷ Oleg Darushenkov, *Cuba : el camino de la revolución, op. cit.*, p. 1.

⁸ Crane Brinton, *The Anatomy of Revolution*, New York, Vintage books, 1965 (1938).

⁹ Artur Bauer, *Essai sur les révolutions*, Paris, Giard et Brière, 1908, p. 11.

¹⁰ James O'Connor, *The Origins of Socialism in Cuba, op. cit.* p. 11.

¹¹ Oleg Darushenkov, *Cuba : el camino de la revolución, op. cit.*, p. 118 (chapitre intitulé : le renforcement des conflits socio-politiques et l'apogée de la lutte des masses).

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

d'égalité à l'intérieur du territoire. La capitale concentrait 60 % des médecins, 62 % des dentistes, plus de 70 % des industries, 80 % des chambres hospitalières¹². Le fort taux d'analphabétisme (23,6 % au niveau national, selon le recensement de 1953) résumait toute l'ambiguïté de la situation cubaine. Il variait de moins de 15 % à La Havane à plus de 41,7 % dans les zones rurales¹³. À ces difficultés s'ajoutaient les problèmes de la monoproduction. Les deux guerres mondiales avaient déstabilisé l'économie de l'île. Par deux fois, en 1914-1918 et en 1939-1945, Cuba était devenu soudainement un pays riche et, par deux fois, la fin des grandes opérations militaires avait signé le début de son appauvrissement. L'échec des gouvernants, la corruption et l'instabilité économique auraient donc créé les conditions nécessaires et suffisantes d'une révolution. Cette thèse est encore défendue dans des travaux cubains récents¹⁴. Néanmoins, à partir des années 1980, des études, tentant de dépasser la polarisation politique, ont avancé de nouveaux arguments pour expliquer le succès de la guérilla castriste. Les livres de Marifeli Pérez-Stable¹⁵ ou d'Ignacio Uría¹⁶ ont tenté d'expliquer le phénomène révolutionnaire à partir de nouveaux facteurs, comme le taux de chômage saisonnier ou les négociations du pouvoir avec l'Église catholique (le régime tenta à plusieurs reprises de s'appuyer sur l'Église catholique, il négocia avec l'archevêque Pérez Serantes, maintenait des relations cordiales avec le cardinal Artega). Des ouvrages ont également tenté de montrer que la lente polarisation politique des années 1950 était, en réalité, liée aux échecs des voies d'alternative politique¹⁷. Le rôle joué par la Sociedad de Amigos de la República (SAR) – une association d'intellectuels, hommes politiques, écrivains et journalistes qui proposait de favoriser les négociations entre le gouvernement et l'opposition – a notamment été mis en exergue¹⁸. La place des facteurs économiques restait néanmoins prépondérante tandis que plusieurs publications demeuraient marquées par la polarisation politique¹⁹. Les indicateurs de Cuba en termes de niveau de vie ou

¹² Enrique Collazo, « Las razones de una revolución », *Cubaencuentro* (Madrid), 23 mars 2010. url : <http://www.cubaencuentro.com/opinion/articulos/las-razones-de-una-revolucion-231939> [lien consulté le 8 février 2018].

¹³ Orlando Valdés García, *La revolución cubana : premisas económicas y sociales*, La Havane, Editorial de Ciencias sociales, 2007, p. 98.

¹⁴ Citons, par exemple, les travaux sur la guérilla de : Mayra Aladro Cardoso, Servando Valdés Sánchez, Luis Rosado Eiro, *La guerra de liberación Nacional en Cuba (1956-1959)*, La Havane, Casa Editorial Abril, 2007 ; Martha Verónica Álvarez Mola, Sergio Ravelo López, *La victoria de la esperanza*, La Havane, Editora Política, 2009 ; les écrits sur la mafia montrant que la corruption a provoqué la lassitude de l'opinion publique : Enrique Cirules, *El imperio de La Habana*, España, Editorial Chavín, 2008 ; Enrique Vignier, Guillermo Alonso, *La corrupción política y administrativa en Cuba. 1944-1952*, La Havane, Instituto Cubano del Libro, 1973 ; Humberto Vásquez García, *El gobierno de la Kubanidad*, Santiago de Cuba, Editorial Oriente, 2005.

¹⁵ Marifeli Pérez-Stable, *La revolución cubana. Orígenes, desarrollo y legado*, Madrid, Editorial Colibri, 1998.

¹⁶ Ignacio Uría, *Iglesia y revolución en Cuba : Enrique Pérez Serantes (1883-1968). El obispo que salvó a Fidel Castro*, Madrid, Encuentro, 2010.

¹⁷ Jorge Ibarra Guitart, *La Sociedad de Amigos de la República (SAR). Historia de una mediación 1952-1958*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2003 ; Jorge Ibarra Guitart, *El fracaso de los moderados en Cuba : las alternativas reformistas de 1957 a 1958*, La Havane, Editora Política, 2000.

¹⁸ Marifeli Pérez-Stable, « La transición pacífica que no tuvo lugar (1954-1956) », *Encuentro*, n° 24, primavera de 2002, p. 283-305.

¹⁹ Luis Buch Rodríguez, *Gobierno revolucionario : génesis y primeros pasos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2002. María del Pilar Díaz Castañón, *Ideología y Revolución 1959-1962*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2001.

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

d'analphabétisme n'étaient pourtant pas pires que ceux des autres pays latino-américains²⁰.

Dès lors, se pose la question des raisons qui ont permis à un groupe extrêmement minoritaire en 1952 et 1953 de devenir la principale force d'opposition à Fulgencio Batista en l'espace d'une demie-décennie. Quels furent les facteurs qui distinguaient la rébellion cubaine des autres mouvements armés d'Amérique latine et ont favorisé l'émergence des groupes révolutionnaires dans l'île ?

Sans nier l'importance de l'alliance entre classes sociales, ni le mécontentement d'une partie de la bourgeoisie non sucrière²¹ ou la culture politique latino-américaine dans laquelle le caudillisme a une place prépondérante²², une nouvelle voie de la recherche a été ouverte dans les années 2000. Alors que la propagande ne fut que marginalement mentionnée dans les ouvrages pré-cités, la thèse de Patricia Calvo, soutenue en 2014, a été la première à s'intéresser exclusivement à la propagande de la guérilla, à l'analyser comme un ensemble cohérent et articulé²³. Les études précédentes se contentaient de décrire un journal²⁴ ou la propagande sur un seul front de la guérilla²⁵, traitaient de la presse commerciale²⁶, relevaient du témoignage historique ou du genre biographique²⁷. Comme le signale l'auteur, cette

²⁰ En 1950, le taux d'analphabétisme était de plus de 51 % au Guatemala, Honduras, Salvador, République dominicaine, compris entre 30 et 51 % en Colombie, Brésil, Mexique, Équateur, Paraguay, Panama, Pérou et seuls deux pays d'Amérique latine avaient de bien meilleurs résultats que Cuba : l'Argentine (14 %), l'Uruguay (9,5 % en 1960). Deux autres pays avaient des niveaux comparables d'analphabétisme : le Chili (20 %) et le Costa Rica (21 %). Voir CEPAL, « Descripción de las principales tendencias del sistema educativo entre 1950 y 1980 », url : <http://www.cepal.org/publicaciones/xml/3/25613/18Desarrollo%20y%20educacionT1cap4.pdf>, [lien consulté le 4 juillet 2016].

²¹ Les remarques de Marcos Winocur au sujet de la participation de la bourgeoisie sucrière à la victoire rebelle ne nous semblent pas pertinentes en raison de la position des principales associations de colons et de producteurs sucriers. L'exemple pris de la position du magnat du sucre, Julio Lobo, relève plus de l'exception que de la norme. Voir Marcos Winocur, « Les calculs politiques de la bourgeoisie face à la révolution de Fidel Castro », *Le Mouvement social* (Paris), 1/2001, n° 194, p. 25-37. Url : <https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2001-1-page-25.htm> [lien consulté le 8 février 2018].

²² Au sujet de la tradition politique du caudillisme, voir Gilles Bataillon, « De la lucha contra el tirano a la dictadura totalitaria : las revoluciones de Cuba (1959) y de Nicaragua (1979) », *Istor*, n° 40, printemps 2010, p. 5-30.

²³ Patricia Calvo González, *La Sierra Maestra en las rotativas. El papel de la dimensión pública en la etapa insurreccional cubana*, Departamento de Historia Contemporánea y de América, Santiago de Compostela, 2014. Cette thèse est suivie par celle de Xavier Calmettes, *Médias, propagande et pouvoir politique à Cuba sous le régime du 10 mars (1952-1958)*, Paris, Sorbonne-Nouvelle Paris 3, 2017.

²⁴ Antonio Enrique González Rojas, *Cuando El Mundo era nuestro : el diario El Mundo durante la primera década de la revolución cubana*, La Havane, Facultad de comunicación, Universidad de La Habana, 2005 ; Daylín Ruano Martínez, Sandra Hernández Gutiérrez, *Noticias de un Alerta. Un acercamiento al periodismo de investigación cubano en la pluma de Fidel Castro*, Santa Clara, Universidad de Las Villas, 2007.

²⁵ Roberto Gil Herrera, Ángela Benavides Domínguez, *La propaganda en el Segundo Frente Oriental Frank País*, La Havane, Facultad de periodismo, manuscrit inédit, 1990.

²⁶ Juan Marrero González, *Dos siglos de periodismo en Cuba*, La Havane, Editorial Pablo de la Torriente, 2003 ; Juan Marrero González, *Dígase la palabra moral. Rescate de un periodismo digno y veraz*, La Habana, Editorial Pablo de la Torriente, 2009 ; Oscar Luis López, *La radio en Cuba*, La Havane, Editorial Letras Cubanas, 1998 ; Yanela Soler, « Competencia en el aire: un estudio del impacto de la televisión sobre la radiodifusión comercial cubana en el periodo 1950-1955 », La Havane, *Mesa de trabajo*, 2007.

²⁷ Juan Marrero González, *Las andanzas del Atahualpa Recio. Vida y pasión de un periodista ecuatoriano asesinado en La Habana*, La Havane, Editorial Pablo de la Torriente, 2008 ; Ricardo

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

problématique, bien que présente en filigrane dans de très nombreux ouvrages, n'en est presque jamais la question centrale²⁸. Les récents témoignages écrits d'Enzo Infante²⁹, membre du conseil national de propagande du Mouvement du 26 Juillet (M-26-7), et de Jorge Quintana, doyen du collège des journalistes de La Havane sous le régime du 10 mars (1952-1958)³⁰, permettent de disposer d'une lecture plus fine de ce que furent les stratégies de la guérilla. Ils montrent de quelle manière ces dernières ont permis de délégitimer la communication gouvernementale et de faire du M-26-7, le principal opposant au régime de Fulgencio Batista.

L'organisation des campagnes de propagande comme facteur explicatif de l'émergence de la guérilla

Les dirigeants du M-26-7, ont, dès les premiers jours qui suivirent le coup d'État du 10 mars 1952, montré qu'ils accordaient une importance primordiale à la propagande. Fidel Castro tenta de diffuser, dans le quotidien légal *Alerta*, dont le directeur et propriétaire appartenait au mouvement dit orthodoxe³¹, une ferme condamnation de l'action menée par Fulgencio Batista³². Mais, malgré la liberté laissée à la presse légale, les journaux refusèrent de publier leurs travaux. Condamnés à utiliser la presse clandestine pour parvenir à diffuser leurs idées révolutionnaires, les membres de la *Génération du Centenaire* puis du M-26-7 publièrent des journaux comme *El Acusador*, *Son los mismos* et *Aldabonazo* dont la diffusion (entre 2 500 et 10 000 exemplaires) fut extrêmement réduite. Ces publications ne mobilisèrent guère au-delà des cercles de la jeunesse *orthodoxe*. La presse et la radio légales étaient dominantes dans un contexte de répression limitée des médias entre 1952 et 1955³³. De fait, pour la plupart des Cubains, les assassinats commis par les militaires au moment de l'attaque de la caserne Moncada ne furent connus que bien plus tardivement, vers 1955-1956. La presse légale avait, en effet, pour interdiction de relayer les informations concernant le procès de la caserne Moncada qui auraient été favorables aux assaillants. Fidel Castro, lui-même, reconnaît sa solitude, dans ses lettres de prison envoyées aux sympathisants de son mouvement, où il s'étonne que son isolement puisse :

Martínez Viqueiros (comp.), *7RR La Historia de Radio Rebelde: testimonio*, La Havane, Editorial Política, 2008 ; Daily Sánchez Lemus, Raúl Gómez García. *El periodista del Moncada*, La Havane, Editora política, 2009.

²⁸ Patricia Calvo González, « La historiografía sobre la etapa insurreccional cubana (1953-1959) : una riqueza limitada », dans Oikión, Rey y López-Ávalos (eds.), *El Estudio de las luchas revolucionarias en América Latina (1959-1996) : Estado de la Cuestión*, Zamora, Miochacán (México), El Colegio de Michoacán, 2014.

²⁹ Reinato Suárez Suárez, Oscar Puig Corral, *La complejidad de la rebeldía*, La Havane, Editorial Pablo de la Torriente Brau, 2010.

³⁰ Raúl Quintana Pérez, *Recuerdos no olvidados. Memorias periodísticas*, Madrid, Editorial Académica Española, 2011.

³¹ Le mouvement *orthodoxe* était un parti nationaliste auquel appartenait Fidel Castro et dont le candidat à la présidentielle, Roberto Agramonte, était le favori lors de l'élection de juin 1952.

³² Ramón Vasconcelos, le directeur, refusa. Le quotidien changea sa ligne éditoriale rapidement car son directeur pactisa avec le régime, entra au conseil consultatif et bénéficia de généreuses subventions pour son journal.

³³ À l'exception de la période de censure de juillet-octobre 1953.

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

« se faire à Cuba en toute impunité et au milieu d'une indifférence qui fait peur de la part des organes d'opinion publique (...) Excepté l'effort de trois ou quatre personnes, parmi lesquelles je t'inclus, il n'existe absolument aucune opposition au régime (...) Le cadre est navrant en tout point. (...) Bien sûr que je me sens mieux quand je ne lis pas les journaux ; la petite politique et soumission que je vois partout me donnent des accès de rage. Si une patience a été mise à l'épreuve c'est bien la mienne ; parfois je passe des heures entières à lutter contre l'envie d'éclater³⁴. »

Même des dirigeants *orthodoxes* de premier plan comme Emilio Ochoa Ochoa crurent, dans un premier temps, à la version des faits de l'armée. Ce dernier déclara à Antonio Rafael de la Cova :

« Les gens du 26 Juillet, Raúl Castro et tous les gens qui étaient prisonniers là-bas commencent à me crier "vendu, traître" et une série d'insultes, "fils de bas étage". Je me retourne et je leur dis : "Vous êtes des assassins qui ont assassiné les soldats dans leurs lits. Les fils de pute c'est vous"³⁵. »

Les événements survenus en 1953 auraient pu ne pas susciter la réprobation de larges parts de la population si la version des rebelles du M-26-7 n'avait pas paru plus crédible et probable, aux yeux de la population, que celle du gouvernement. Ce qui permit la progression de la guérilla est principalement sa capacité à éroder la confiance de la population dans les allégations diffusées par l'État. Ces actions furent de deux sortes. Fidel Castro multiplia les déclarations dans la presse autorisée (*Bohemia*, *La Calle*, *Alerta*), à partir de 1955, contre des membres du régime, en déclenchant des polémiques (avec Alberto del Río Chaviano, le militaire responsable de la caserne Moncada lors de l'attaque des membres de la Génération du Centenaire, par exemple), puis ses partisans organisèrent un système concurrent de diffusion des informations. En 1955, le manifeste *La Historia me absolverá*, imprimé à 10 000 exemplaires, fut le premier texte à connaître un large succès, hors des cercles militants³⁶. L'histoire de sa diffusion montre que la priorité des membres du M-26-7 était celle de la mobilisation de l'opinion et non de la mise en place d'une organisation militaire. Pressé par les membres sortis de prison de créer des groupes de conspirateurs, la lettre de la direction du mouvement, signée par Fidel Castro, adressée à Melba Hernández et Haydée Santamaría, déclarait :

« Notre mission maintenant, je veux que vous en soyez complètement convaincues, n'est pas d'organiser des cellules révolutionnaires pour pouvoir disposer de plus ou moins d'hommes ; cela serait une erreur funeste. Maintenant la tâche la plus pressante qui est la nôtre est de mobiliser l'opinion publique en notre faveur ; divulguer nos idées et nous gagner l'appui des masses du peuple³⁷. »

Les dirigeants de la guérilla ne concevaient pas la guerre comme un combat militaire entre deux structures concurrentes mais plutôt comme une bataille avant tout idéologique. L'organisation de la direction reflétait cette préférence pour la guerre

³⁴ Fidel Castro, « Carta a Waldo Medina », 18 juin 1954 cité dans Mario Mencia, *La prisión fecunda*, *op. cit.*, p. 88.

³⁵ Antonio De la Cova, « Entrevista con Emilio Ochoa Ochoa », Miami, 9 avril 1990, disponible sur le lien suivant : <http://www.latinamericanstudies.org/moncada/Ochoa.pdf> [lien consulté le 8 février 2018].

³⁶ Martha Rojas, *Pequeña gigante. Historia de : La Historia me absolverá*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2010.

³⁷ Fidel Castro, « Carta a Melba y Haydée », 19 de junio de 1954, cité dans Mario Mencia, *La prisión fecunda*, La Havane, Editora política, 1980, p. 130-131.

psychologique. À partir de 1956, les partisans du M-26-7 créèrent dans chaque front et dans chaque branche du mouvement un département dédié à la propagande. L'organisation assez complexe de la section consacrée à ce travail correspondait à la vision des dirigeants cubains à ce sujet. Ernesto Guevara essaya de formaliser celle-ci dans ses écrits. Il s'agissait de laisser une place aux débats internes dans des journaux dédiés comme *El Cubano Libre*. Elle permettait « la diffusion de l'idée révolutionnaire (...) [qui] d[evait] se faire avec la plus grande profondeur possible³⁸ ». Pour la direction, il était nécessaire de mettre en place « toute une équipe et une organisation qui la soutienne³⁹ » et de lui attribuer des fonds importants. Mais les sections de propagande n'étaient pas unifiées et chacune s'adressait à une classe sociale ou un profil de Cubain différent. Les dirigeants pensaient qu'il fallait diviser la propagande en deux pôles :

« Cette organisation devait être de deux types qui sont complémentaires pour couvrir tout le champ national : celle du dehors, c'est à dire l'organisation civique nationale, et celle de l'intérieur, c'est à dire au sein de l'armée rebelle. Pour coordonner ces deux propagandes, dont le rôle est intimement lié, il [devait] y avoir un seul organisme dirigeant⁴⁰. »

La structure hiérarchique était composée d'un Front national de propagande dont les grandes orientations étaient décidées par le comité central du M-26-7, de six sections régionales et de comités intégrés aux autres fronts de résistance. Le comité central du M-26-7 regroupait le Front ouvrier national, le Mouvement de résistance civique, le Front de propagande, le Front armé (ou d'action), la direction financière et le coordinateur national (le Front étudiant national était une structure indépendante qui ne participait pas aux réunions nationales). Chaque front avait six représentants (les six chefs de province) qui pouvaient participer aux réunions et un responsable national. La propagande était à la fois centralisée par le coordinateur régional de propagande et intégrée à un territoire ou une classe sociale précise. Les sections de propagande du Mouvement de résistance civique, du Front ouvrier national, du Front national de propagande et du Front étudiant national⁴¹ répondaient à une stratégie de propagande destinée à mobiliser les personnes extérieures au mouvement. La propagande interne au mouvement et aux territoires sous influence de la guérilla était intégrée à l'appareil militaire (action) et dépendait à la fois de la section du Front de propagande et des Fronts militaires.

³⁸ Ricardo Martínez Viqueles (comp.), *7 RR, la historia de Radio Rebelde*, op. cit., p. 149.

³⁹ *Ibidem*.

⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ Bien que ce front ne participait pas aux réunions de la Direction nationale du Mouvement du 26 Juillet, il disposait d'une section de propagande qui répondait, à La Havane et à Santiago, aux injonctions des coordinateurs régionaux de propagande.

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

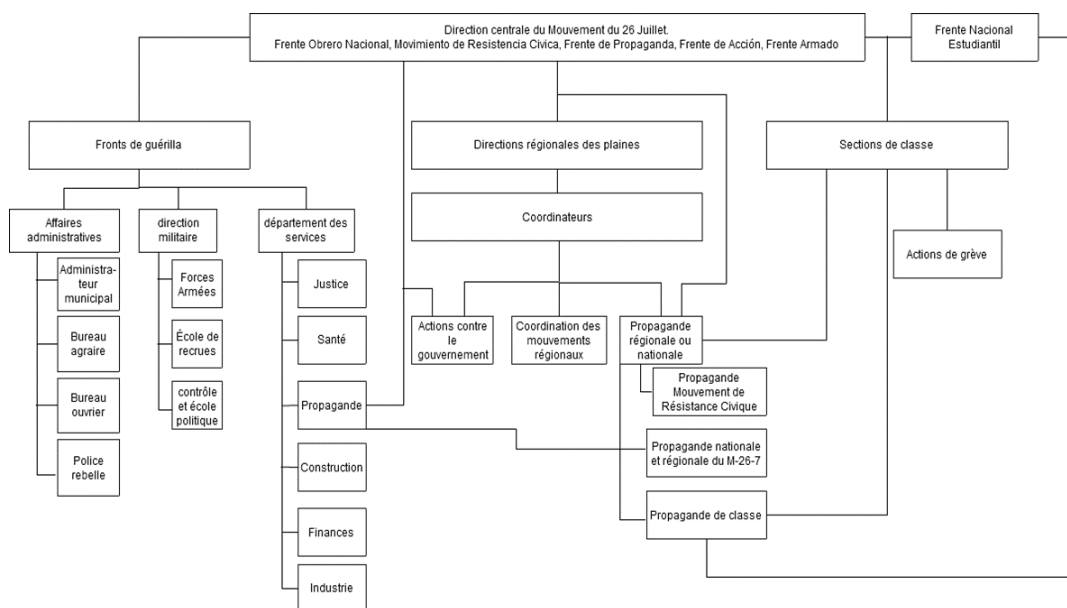


Figure 1 – Fonctionnement de l'appareil de propagande et de gestion du Mouvement du 26 Juillet. © Xavier Calmettes

Chaque titre avait une fonction différente, liée au profil des dirigeants du front et au public que la guérilla souhaitait atteindre. À la différence de l'organe fondé par Ernesto Guevara, qui s'attachait plus à décrire les activités militaires, la colonne dirigée par Raúl Castro était connue pour l'attention particulière qu'elle portait à la situation des paysans de la *Sierra de Cristal*. Le bureau des affaires paysannes fournissait une grande partie des articles du journal. Ce bureau s'occupait de recevoir les plaintes et demandes paysannes concernant leurs conditions de vie. Il devait ensuite transmettre ces informations au bureau de la propagande qui prenait la décision de publier une information. Il était attentif aux revendications locales et un jeu d'influences réciproques se mettait en place entre les paysans, l'armée rebelle et le front de propagande. Un peu à la manière de Léon Trotsky qui déclarait que l'« on accus[ait] [les bolchéviques] de faire l'opinion des masses » et que « le reproche [était] incorrect, [ils tentaient] seulement de la formuler⁴² », les révolutionnaires tentaient de formuler et de résumer les aspirations paysannes. Les lecteurs officiels du front de propagande (à savoir les personnes chargées de lire les journaux aux paysans, dont certains étaient analphabètes), en se déplaçant dans les villages, établissaient le lien entre les auditeurs-lecteurs du journal et les rédacteurs. Ils étaient des médiateurs. Le front de propagande reliait les aspirations paysannes au projet politique du M-26-7. La propagande n'était pas organisée dans le seul sens de la direction du mouvement vers la base mais elle était un espace où les propagandistes tentaient de synthétiser les projets urbains et ruraux, de s'adresser directement aux populations sous domination rebelle. La guérilla tentait d'articuler les demandes insatisfaites d'une part substantielle de la population qui était exclue de l'agenda politique national, de coordonner celles-ci en évitant de les opposer entre elles et d'exposer les points du programme qui entraient le plus en relation avec les

⁴² Léon Trotsky cité dans Jean-Marie Domenach, *La propagande politique*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », n° 448, 1964, p. 24-25.

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

aspirations des habitants du territoire de répartition⁴³. C'est pour cette raison que les thèmes de la réforme agraire, des congrès paysans et de leurs conditions de vie étaient surreprésentés dans la presse de la Sierra. Des suppléments spéciaux étaient diffusés spécifiquement pour eux comme ceux de septembre et octobre 1958, au sujet du I^{er} congrès paysan et de la réforme agraire, dans lesquels il était écrit que des titres provisoires de propriété seraient octroyés aux paysans précaires alors que cette thématique était très marginale dans les quotidiens clandestins urbains. Une anecdote de Jorge Serguera Riveri, qui gérait la propagande du *II^e Front Frank País*, est particulièrement révélatrice de l'attention qui était portée à ces revendications. Il expliquait que :

« Par exemple, il y avait une zone où il y avait des plantations de café et là-bas, il y avait des problèmes concrets. Un problème était, par exemple, que la récolte d'une boîte de café était payée un centime. Une exigence des ramasseurs était le paiement de 3 centimes par boîte de café. Alors, nous avons dicté une résolution obligeant le paiement des 3 centimes (...) *Via* le bureau agraire, on donnait une solution à ce problème et la propagande avait pour rôle de communiquer, à la population, l'information selon laquelle ce problème avait été résolu du point de vue juridique, avec la résolution signée par le commandant Raúl Castro. Cela a été publié dans le journal et transmis, en même temps, par radio⁴⁴. »

La diversité de la presse clandestine permettait d'adapter la propagande en fonction des contextes sociaux ou locaux. Les ouvriers recevaient la presse ouvrière (*Vanguardia Obrera*), les paysans des journaux locaux (*Surco*, *Sierra Maestra*) ou ceux de la guérilla (*El Cubano Libre*) dans lesquels les thématiques abordées étaient liées aux conditions de vie paysannes. Il existait même des publications spécifiquement destinées aux étrangers qui étaient diffusées sur le territoire national ou à l'étranger comme *Batalla ou Al Combate*⁴⁵ dans lesquels les partisans de la lutte armée montraient qu'ils n'étaient pas communistes et réutilisaient les symboles états-unis pour prouver la justesse de leur combat. La quantification des thématiques abordées permet d'avoir une idée de l'adaptation du message par rapport au public visé.

35,6 % des actualités présentes dans le journal *Vanguardia Obrera* étaient des informations ouvrières⁴⁶. Les consignes visant à brûler les champs, dénoncer les

⁴³ Pour Ernesto Laclau (pour qui le terme de « populisme » n'est pas péjoratif), le populisme est « un mode d'articulation de demandes sociales au sein desquelles les logiques d'équivalence prévalent sur les logiques de la différence ». Si un système politique est incapable de prendre en compte des demandes insatisfaites et répond à la masse des citoyens qui élaborent ces demandes par la répression ou le déni, une « chaîne d'équivalence » entre ces diverses demandes peut se tisser jusqu'à renverser le pouvoir central. Dans les discours, les aspirations du « peuple » sont opposées à celles de l'oligarchie ou des institutions. Les « chaînes d'équivalence » que tentent de forger les hommes politiques, si elles sont efficaces, permettent de construire une identité collective, d'un « vrai peuple » fantasmé, censé représenter la totalité d'une société face à un pouvoir institué. Durant la phase 1956-1958, nous voulons montrer comment la guérilla tentait d'établir ces « chaînes d'équivalence » afin de pouvoir constituer un nouveau pouvoir hégémonique capable de renverser les structures du 10 mars. Sans cette action de propagande, le Mouvement du 26 Juillet aurait pu ne pas réussir à articuler ces demandes. Voir Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

⁴⁴ Ángela Benavides Gómez, Roberto Gil Herrera, *La Propaganda en el Segundo Frente Frank País*, *op. cit.*, p. 78-79.

⁴⁵ Ce dernier était du *Directorio Revolucionario 13 de Marzo*.

⁴⁶ Calcul personnel réalisé à partir de plusieurs numéros de *Vanguardia Obrera* (numéros 1, 2, 3, 4, 5, 9, 12, 13, 14, 15) disponibles à l'Archivo Histórico Nacional de Cuba.

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

délateurs du régime, faire circuler les journaux étaient, elles aussi, adaptées aux travailleurs de l'industrie. 65 % du journal diffusaient des actualités, consignes, débats socio-économiques, éléments de doctrine en lien avec le monde ouvrier⁴⁷. À l'inverse, les numéros provinciaux de *Sierra Maestra* ou de *Surco* mettaient en exergue des problématiques paysannes avec des suppléments spéciaux destinés à la réunion d'un congrès paysan. Des pages étaient consacrées au programme du M-26-7 concernant la réforme agraire. Les révolutionnaires appliquaient ce que Jean-Marie Domenach définissait, dans son ouvrage, comme le principe d'orchestration de la propagande :

« L'orchestration d'un thème donné consiste en sa répétition par tous les organes de propagande dans des formes adaptées aux divers publics et aussi variées que possible. Pour un public différent, toujours une nuance différente⁴⁸. »

Les partisans du M-26-7 avaient une véritable vision de ce que devait être un système de propagande clandestin et comment l'organiser. Les cibles étaient définies non seulement au niveau de l'impression et du choix des thématiques mais également dans la distribution des tracts et de la propagande.

Pour cibler la distribution des journaux, les révolutionnaires utilisaient fréquemment le courrier postal grâce à des complicités au sein du ministère des Communications. Au cours de la dernière année du mandat de Fulgencio Batista, il était difficile, pour un citoyen ordinaire, de ne pas écouter ou lire un journal clandestin, y compris indépendamment de sa volonté. L'ambassade de France remarquait en septembre 1958 que :

« Les tracts de propagande adverse continuent à être distribués avec profusion par la voie du courrier ordinaire. Ce qui tendrait à prouver ou que la censure n'est pas rigoureuse ou que les rebelles ont des intelligences dans les services publics⁴⁹. »

Principes de propagande utilisés par la guérilla

Principes de propagande	Types d'action	Messages transmis
Simplification du combat	- Déclaration aux journalistes - Mots d'ordre	- Inégalité du combat entre les révolutionnaires et le pouvoir central - Utilisation des termes de « héros », « martyr », « lutte pour la démocratie ». Simplification du vocabulaire et invention de slogans qui résument le programme (la patrie ou la mort, la liberté ou la mort, nous serons des martyrs ou des héros)
Personnification du combat	- Mise en scène de Fidel Castro	- Vertus morales de Fidel Castro (courage, valeur, "robin des bois") et des principaux chefs rebelles (Camilo Cienfuegos, Ernesto Guevara...)
Orchestration et adaptabilité de la propagande	- Publications clandestines - Accueil des journalistes étrangers (en immersion) - Utilisation des étrangers entrant dans la guérilla	- Intégration des demandes ouvrières et paysannes dans les journaux clandestins pour rendre plus efficace la propagande - Chaque message est répété d'une manière différente selon le public : lutte fermement anti-communiste devant les reporters états-

⁴⁷ *Ibidem*.

⁴⁸ *Idem*, p. 56.

⁴⁹ *Câble n°304 / AM*, La Courneuve, Archives diplomatiques nationales du ministère des Affaires étrangères, 12 septembre 1958.

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

		uniens, pour la liberté vis-à-vis des latino-américains, chrétienne pour le journaliste catholique.
Unanimité et répétition	- Déclarations à la presse nationale et étrangère - Impression de la presse clandestine	- Les mêmes déclarations sont déclinées sous toutes leurs formes. Par exemple, la consigne de brûler la canne à sucre est répétée avec des nuances : « ouvriers, brûlez la canne à sucre », « les paysans brûlent la canne à sucre », « les étudiants mènent des actions visant à brûler la canne à sucre »... - Il s'agit d'une lutte entre le peuple d'un côté et d'un « tyran » isolé de l'autre
Contrepropagande	- Utilisation des « coups médiatiques » - Infiltration des rédactions pro-régime	- La propagande gouvernementale est fautive. Elle est ridiculisée en diffusant des informations favorables à la guérilla sans que les censeurs ne puissent intervenir (O3C, cuisines qui explosent...) - Révélation des actualités censurées par la presse clandestine
Exagération et agrandissement du mouvement	- Déclarations aux journalistes - Mises en scène	- Organisation devant les journalistes pour faire croire que les guérilleros sont plus nombreux - Exagération des crimes de Batista et de ses liens avec les communistes dans des déclarations aux journalistes

Source : Élaboration personnelle reprenant les principes exposés par Jean-Marie Domenach et Serge Tchakhotine.
© Xavier Calmettes

L'effet des asymétries d'information

Néanmoins, ces actions de propagande, au cœur de la stratégie suivie par la guérilla, eurent un fort impact car une série d'événements internationaux et régionaux favorisèrent la propagande de la guérilla et rendirent possible, aux yeux de la population, un renversement du régime militaire.

Ce ne fut pas seulement la structure de propagande que mit en place la guérilla qui lui permit de gagner la bataille médiatique mais une adéquation entre une stratégie de communication et une série d'événements imprévisibles, à plusieurs moments clés. La guérilla et le gouvernement n'avaient pas toutes les informations à leur disposition et ne contrôlaient pas l'usage qui serait fait de leurs actions en matière de propagande. Les deux systèmes devaient s'adapter à un contexte que les acteurs ne pouvaient pas entièrement maîtriser. À ce cadre général d'incertitude s'ajoutait la présence de points nodaux au cours desquels les représentations dominantes de la guérilla à l'étranger furent élaborées (enlèvement de Juan Manuel Fangio par la guérilla en février 1958, interview par Herbert Matthews de Fidel Castro alors que la guérilla était composée d'une vingtaine d'hommes, reportage de Taber et Hoffman). Chaque camp, bien conscient de l'importance historique de ce moment, tenta d'influer sur le cours des événements en mobilisant une grande partie de ses moyens pour parvenir à garder le contrôle des médias. Mais malgré leurs efforts, l'issue au terme de chacun de ces points était hautement aléatoire en raison du manque d'information dont souffraient les deux camps.

Parmi ces points nodaux, la période de la fin de l'année 1956 et du début de l'année 1957 fut la plus importante. La situation à cette époque était particulièrement difficile pour les guérilleros. En décembre 1956, l'agence United Press avait diffusé la

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

nouvelle de la mort de Fidel et de Raúl Castro. Le gouvernement et la guérilla avaient conscience que ce moment était crucial pour l'avenir politique de Cuba car les guérilleros venaient de débarquer et se trouvaient dans une position militaire extrêmement délicate. Batista voulait en terminer rapidement avec le mouvement subversif. Les révolutionnaires savaient qu'ils avaient besoin de diffuser la nouvelle de l'établissement d'un « territoire libre ». Chaque camp mit en place sa stratégie. Batista axa sa politique sur son versant militaire et mobilisa les troupes d'*Oriente* pour poursuivre les quelques militants de l'opposition se trouvant dans les montagnes de la *Sierra Maestra* (il ne restait que 16 rebelles). Le M-26-7 comprenait qu'il ne pourrait pas résister longtemps s'il ne parvenait pas à rendre public son action. Faustino Pérez fut envoyé à La Havane pour trouver un moyen de diffuser la nouvelle de la survie des dirigeants du mouvement. Il fut averti de la venue d'un éditorialiste du *New York Times*, Herbert Matthews, par un concours de circonstance. Le célèbre journaliste rencontra Fidel Castro dans la nuit, entre les 16 et le 17 février 1957.

Dans les articles d'Herbert Matthews, le M-26-7 était décrit comme un parti radical, nationaliste, favorable à la démocratie et anti-communiste⁵⁰. Ils démontaient toutes les accusations formulées par le régime du 10 mars à l'encontre de Fidel Castro et de son parti. Les origines du chef, mentionnées dans les textes de Matthews, justifiaient de son éloignement avec les communistes. Les idéaux des révolutionnaires étaient décrits comme ceux de jeunes nationalistes dont les aspirations étaient principalement démocratiques. Les déclarations de Fidel Castro à ce sujet étaient d'ailleurs reprises par le journaliste états-unien⁵¹. Ensuite, bien qu'il était signalé que le nombre de révolutionnaires était nettement inférieur à celui de l'armée, le journaliste précisait que la guérilla agissait par « petits groupes de 10 à 40 membres⁵² ». La réalité était pourtant différente. L'armée du M-26-7 était composée d'un seul groupe de combattants d'une vingtaine de personnes. Cette fausse information permettait au groupe de Fidel Castro de se décrire comme le principal parti d'opposition à Batista, disposant de capacités d'action importantes alors qu'il se trouvait dans une situation militaire extrêmement difficile. La réalité exposée par la présidence semblait, dès lors, absolument contraire à la véritable situation qui était celle décrite par un organe neutre dont le prestige assurait le sérieux des informations diffusées. La perte de confiance dans la parole officielle était d'autant plus importante que le gouvernement tomba dans le piège tendu par le journaliste. Ce dernier ne publia aucune photo de son interview avec Fidel Castro alors qu'il disposait de plusieurs négatifs. Lorsque les articles commencèrent à être publiés, le 24 février 1957, le ministre de la Défense (Santiago Verdeja) déclara que ce récit était digne « d'un roman de science-fiction⁵³ » et qu'« à aucun moment le

⁵⁰ Le reportage du célèbre éditorialiste fut amplement diffusé et sa position lui fut reprochée après la guerre.

⁵¹ « Je peux assurer que nous n'avons pas d'animosité envers les États-Unis d'Amérique (...) Nous sommes en train de lutter pour une Cuba démocratique et pour en finir avec la dictature. Nous ne sommes pas antimilitaristes ; c'est pourquoi nous laissons libres les soldats prisonniers ». Herbert Matthews, « Entrevista a Fidel Castro », *Bohemia* (La Havane), année 49, n° 9, 3 mars 1957, sup. 2 et 3.

⁵² *Ibidem*.

⁵³ « Tildada de novela fantástica la entrevista Matthews-Castro », *Diario de la Marina* (La Havane), année CXXV, n° 51, 28 février 1957, p. 1 et 7-B.

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

supposé correspondant ne s'était entretenu avec le philocommuniste Castro⁵⁴ ». Il ajoutait :

« Notez qu'il publie une photo qu'il dit appartenir à Fidel Castro en affirmant qu'elle a été prise dans la Sierra Maestra. Il est surprenant qu'en ayant eu l'opportunité de pénétrer dans ces montagnes et en ayant participé à une telle interview, il ne se soit pas pris en photo avec lui⁵⁵. »

Le ministre accusa l'éditorialiste du *New York Times* d'avoir pris des documents « de sources insurrectionnelles avec lesquelles il fut en contact⁵⁶ ». Le jour même, Herbert Matthews publia la photo prise avec le chef du M-26-7 en déclarant qu'il ne l'avait pas publiée pour des raisons techniques (l'image était trop floue pour paraître dans le journal)⁵⁷. Un tel désaveu de la parole du ministre décrédibilisait l'ensemble des déclarations que pouvait donner le gouvernement et cela à un moment où les relations entre la presse internationale et les acteurs de la guérilla se définissaient. Une fois que les faits furent établis, il devenait ardu pour un journaliste étranger de reprendre des informations dont la source aurait été gouvernementale ou à un Cubain d'avoir confiance dans les déclarations lénifiantes de la présidence. Les révolutionnaires n'avaient pourtant pas choisi le journaliste et un autre reporter, qui n'aurait pas eu la même trajectoire de vie d'Herbert Matthews (ancien correspondant pendant la guerre d'Espagne, qui avait des relations très conflictuelles avec Fulgencio Batista à partir de 1953) aurait probablement demandé une confirmation visuelle des dires de Fidel Castro ou n'aurait pas été aussi favorable à la guérilla. Certes, les propos d'Herbert Matthews n'ont pas « créé », comme il lui a été reproché, la guérilla mais l'information diffusée par un quotidien réputé a eu une importance considérable à un moment crucial de la lutte entre les deux parties.

De la même façon, le contexte latino-américain favorisa la propagande de la guérilla alors qu'elle échappait grandement à l'organisation du front de propagande. Le bassin caribéen était secoué de violents spasmes révolutionnaires et contre-révolutionnaires. En 1954 au Guatemala, Jacobo Arbenz avait été renversé par un coup d'État organisé en collaboration avec la CIA. Ce coup de force avait donné l'impression aux Latino-Américains que l'élaboration de politiques sociales ou démocratiques ne pouvaient se concevoir qu'à un niveau régional et avec l'union des forces favorables à la démocratie représentative. Les groupes de défense et de combat en faveur de régimes élus mobilisaient une partie de la jeunesse de ces pays. John Ginkel et Alastair Smith ont montré que les croyances des acteurs ont un rôle essentiel dans l'éclatement d'une révolution et qu'il fallait que la victoire du camp des « subversifs » paraisse possible à la population pour que celle-ci ait lieu⁵⁸. L'appui des mouvements étrangers et la série de renversements de régimes autocratiques dans le bassin caribéen joua un grand rôle dans la délégitimation du gouvernement batistite. En effet, les mouvements transnationaux s'étaient accélérés à l'occasion de la guerre entre le Costa Rica et le Nicaragua. Le Costa Rica était un centre de stabilité et de libertés publiques en Amérique centrale. José Figueres Ferrer, qui gouvernait le pays,

⁵⁴ *Ibidem*.

⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁶ *Ibidem*.

⁵⁷ *Ibidem*.

⁵⁸ John Ginkel, Alastair Smith, « So you say you want a revolution: a game theoretic explanation of revolution in repressive regimes », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 43, juin 1999, p. 291-316.

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

avait vécu entre 1942 et 1944 au Mexique où il avait participé à l'association de la *Legión del Caribe*⁵⁹. L'organisation regroupait des exilés dominicains, vénézuéliens, nicaraguayens et cubains. Les anciens réseaux de l'association apportèrent leur soutien au Président costaricain. En 1955, une guerre opposa le régime de Anastasio Somoza à celui de José Figueres Ferrer. Deux camps se dégagèrent nettement : celui des dictatures conservatrices qui soutenaient Anastasio Somoza (République Dominicaine, Guatemala, Honduras, Venezuela) et celui des mouvements pro-démocratiques (FEU, Acción Democrática, URD, exilés dominicains). Le Président costaricain put réactiver ses anciennes relations pour bénéficier d'une aide en hommes dans sa lutte contre le Nicaragua. À Cuba, José Antonio Echeverría, Fructuoso, Pepín Naranjo et Juan Pedro Carbó⁶⁰, membres de la FEU, s'engagèrent dans les troupes costaricaines. José Antonio Echeverría remit à son départ du pays un drapeau cubain au Président Figueres et lui demanda de fournir des armes aux mouvements d'opposition à Fulgencio Batista⁶¹. Pour la FEU : « la lutte de l'Amérique [était] une et indivisible ! Qui lutte à Cuba pour la liberté [était] en train de lutter contre n'importe quelle dictature d'Amérique⁶² ». Dans les congrès internationaux et au Costa Rica, les cercles émigrés se côtoyaient. Se développait le sentiment d'appartenir à un même espace et de lutter pour les mêmes principes. Lors du meeting organisé par la FEU, le 9 mars 1956, et intitulé « Contre les dictatures d'Amérique : contre Batista, Trujillo, Somoza, Castillo, Pérez Jiménez, Muñoz Marín, Odria, etc. », les exilés du Venezuela, de République dominicaine et du Guatemala étaient présents⁶³.

Deux autres événements donnaient l'impression que les dictatures allaient être emportées par une vague contestataire. En Colombie, en mai 1957, Gustavo Rojas Pinilla dût se retirer après neuf jours de résistance civile et trois jours de grève générale⁶⁴. Les partis de l'opposition, le 20 juillet 1957, signèrent le Pacte de Sitges pour organiser l'alternance politique dans le pays⁶⁵. Mais le renversement qui eut le plus grand impact sur le continent eut lieu au Venezuela. Le 23 janvier 1958, Marcos Pérez Jiménez prit la route de l'exil. Une junte militaire provisoire, présidée par Wolfgang Larrazábal, prépara la transition vers la démocratie. Très tôt, la nouvelle République mit en place des structures de soutien pour la lutte des rebelles contre la dictature de Fulgencio Batista. Dès février 1958, après la levée de la censure à Cuba, le gouvernement acheta 50 000 exemplaires de la revue d'opposition, *Bohemia*⁶⁶. Le 26 mars 1958, la junte patriotique exprima officiellement sa solidarité avec l'armée rebelle :

⁵⁹ Luis Roniger, « Exilio político y democracia », *América Latina Hoy* (Salamanque), n° 55, 2010, p. 143-172, p. 161.

⁶⁰ René Anillo, *Que nuestra sangre señale el camino. El movimiento estudiantil cubano de 1952 a 1957*, La Havane, Casa Editora Abril, 2011, p. 143.

⁶¹ *Ibidem*.

⁶² *Idem*, p. 232.

⁶³ Simón Gonsalvi (AD, Venezuela), Pablo Martínez (Movimiento Popular Dominicano), Pedro Bonilla (Frente Unido Contra las Dictaduras, République Dominicaine), José Luis Valcárcel (Guatemala), Luis Díaz (professeur guatemaltèque), Gustavo Marín (Guatemala).

⁶⁴ Credencial Historia, « Días para recordar: 10 de mayo de 1957 ; caída de Rojas Pinilla e inicio del Frente Nacional », *Revista Credencial* (Bogota), n° 2. Url: <http://www.banrepcultural.org/node/32838> [lien consulté le 20 juin 2016].

⁶⁵ *Ibidem*.

⁶⁶ « Se abren de nuevo las puertas de Venezuela para *Bohemia* », *Bohemia* (La Havane), année 50, n° 5, 9 février 1958, sup. 17.

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

« La junte patriotique Vénézuélienne manifeste sa solidarité avec le peuple cubain. Elle désapprouve la dictature, et appelle les organisations politiques, étudiantes, syndicales et professionnelles à apporter leur soutien moral et matériel à la lutte libératrice du peuple cubain⁶⁷. »

L'engouement pour le régime castriste était d'autant plus important que la Révolution déclarait avoir des objectifs démocratiques très proches de ceux du gouvernement du Venezuela. D'une part, Fidel Castro avait envoyé une lettre au journal *The Nation* dans laquelle il déclarait que « dans les affaires internationales, il sera[it] établi une clause de solidarité entre les nations démocratiques du continent américain⁶⁸ », semblant acter qu'une alliance serait établie entre Cuba, le Costa Rica et le Venezuela. D'autre part, Carlos Prío Socarrás ou Manuel Urrutía, membres de la bourgeoisie cubaine, paraissent être les garants d'une révolution purement démocratique. L'anti-impérialisme de Fidel Castro était bien compris par la population vénézuélienne. Les États-Unis avaient décoré de la légion du Mérite Marcos Pérez Jiménez en 1954⁶⁹ et ils avaient soutenu la dictature jusque dans les derniers mois de 1957. Quant aux imputations du Département d'État alléguant des attirances communistes du chef guérillero, le gouvernement Larrazábal avait fait l'objet du même type de procès. Allen Dulles avait déclaré lors d'une réunion à l'ONU que le Venezuela « était maintenant contrôlé par les communistes⁷⁰ ».

De leur côté, les forces du M-26-7 avaient salué, en janvier 1958, la Révolution vénézuélienne. La presse opposée à la dictature fit ses *unes* sur le Venezuela dès que la période de censure fut levée. Durant le bref intermède de liberté d'expression de février-mars 1958, *Bohemia* publia un éditorial intitulé « Un dictateur de plus est tombé⁷¹ », puis un second quant à lui intitulé « Merci Venezuela !⁷² ». *Carteles* se réjouit de voir un « autre dictateur latino-américain renversé⁷³ ». Les journaux rappelèrent durant plusieurs mois, que « le peuple cubain si sensible aux problèmes américains, vit avec émotion la joie provoquée par le renversement de la dictature de Marcos Pérez Jiménez⁷⁴ ». Les articles firent souvent appel à la capacité des lecteurs à dégager une double lecture et furent l'occasion d'une critique du régime en place. La censure exercée par les fonctionnaires nommés dans les rédactions fut, en quelques occasions, si méticuleux, qu'il provoqua l'effet inverse de celui qu'il prétendait créer. Ainsi, lors des événements qui provoquèrent la fuite de Marcos Pérez Jiménez, *Bohemia* mentionnait le cas du journal radio-télévisé d'*El Mundo* où le censeur déclarait :

« "Du Venezuela, rien ! Les câbles et rien de plus !" Une fois en fuite le dirigeant de Caracas, on insista encore pour limiter les commentaires. Santamaría, superviseur des

⁶⁷ Silvio Castro, « Hace 50 años en Venezuela », *Encontrarte* (Caracas), n°88, 2 juillet 2008.

⁶⁸ *The Nation*, 30 novembre 1957, cité dans HAMPSEY, Rusell, « Voices from the Sierra Maestra : Fidel Castro's revolutionary propaganda », *op. cit.*

⁶⁹ *El Universal* (Caracas), 100 años, 1954, disponible sur http://www.eluniversal.com/aniversario/100/ca7_art_vietnam-se-libera-de_1229872.shtml.

⁷⁰ *Câble n° 2093/AM*, Washington, Archives diplomatiques nationales du ministère des Affaires étrangères, 31 juillet 1958.

⁷¹ *Bohemia* (La Havane), année 50, n° 5, 2 février 1958, sup. 23.

⁷² *Bohemia* (La Havane), année 50 n° 6, 9 février 1958, sup. 7.

⁷³ *Carteles* (La Havane), année 39, n° 7, p. 20.

⁷⁴ *Bohemia* (La Havane), année 50 n° 6, 9 février 1958, sup. 5.

Xavier Calmettes, « Aux origines de la victoire de la guérilla cubaine : propagande et agitations révolutionnaires à Cuba et dans les Caraïbes », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

informations de *Telemundo*, transmet un message à Carlos Lechuga, directeur des informations du canal 2.

Le directeur de radio dit que l'on ne peut pas appeler Pérez Jiménez "dictateur"...

Il scruta les textes. Dès qu'apparaissait le mot « dictateur » il était scrupuleusement remplacé par celui de "régime". Lechuga se référa à Pérez Jiménez comme un dirigeant "libéral et démocrate", "honoré et excellentissime Président", "représentant de vertu", "honnête et probe". Les téléspectateurs hilares perçurent à la seconde l'ironie⁷⁵. »

De fait, le soulèvement vénézuélien prit de court la presse liée à Fulgencio Batista. Celle-ci était obligée de parler de ce que l'on appelait « la Révolution vénézuélienne » et dût faire face à la condamnation commune de la part de l'Organisation Régionale Interaméricaine du Travail (ORIT) du régime déchu et de Cuba. Les soutiens institutionnels et médiatiques du gouvernement tentèrent de démontrer que les régimes de Pérez Jiménez et du 10 mars étaient très différents. Le président de la CTC, Eusebio Mujal, face à la condamnation de l'ORIT, refusa un amalgame entre les deux hommes et déclara à la presse :

« discuter, discuter, mes amis, là est le secret de la solution cubaine. Quand l'ORIT juge les problèmes nationaux et qualifie durement le gouvernement cubain, 10 jours plus tard Batista restaure les garanties [constitutionnelles]. La CTC réitère la nécessité d'organiser des élections et propose de féliciter Batista pour avoir ouvert un espace pour la compréhension publique (...) Historiquement, le mouvement syndical et l'ORIT en particulier, se sont abstenus de s'immiscer dans les dédales politiques de quelque nation, lorsque la lutte a été menée de manière démocratique, sans la suppression des droits ou d'atteinte à la vie ou aux libertés du peuple⁷⁶. »

Le renversement de ces régimes rendait possible, dans l'esprit des individus, le succès de la révolution à Cuba. Les discours de la guérilla qui annonçaient la faiblesse du gouvernement semblaient être confirmés par les événements qui avaient lieu dans les pays voisins.

La lutte entre le régime du 10 mars et la guérilla eut une dimension médiatique fondamentale. Ce rôle permet de comprendre que ce ne sont pas les demandes sociales insatisfaites ou les perturbations économiques qui favorisèrent les groupes subversifs, mais la manière dont les groupes d'opposants ont réussi à créer un système de communication concurrent. Ce système était très dépendant des influences régionales et notamment des mouvements de contestation qui secouèrent l'espace caribéen. Les succès ou échecs de cette communication étaient très dépendant du comportement d'un petit nombre d'acteurs dont les actions étaient imprévisibles. Le rôle des structures de propagande mises en place par le gouvernement et la guérilla doit se situer au centre de tout schéma explicatif.

⁷⁵ « La censura. Como en la noche ártica », *Bohemia* (La Havane), année 50, n° 5, 2 février 1958, sup. 20.

⁷⁶ *Bohemia* (La Havane), année 50, n° 6, 9 février 1958, sup. 10.